

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KALISTRUT AEROSPACE

2 AVENUE MARC SEGUIN
CS 14189
26240 ST VALLIER

Références : 20221121-RAP-DAEN0952
Code AIOT : 0006102733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement KALISTRUT AEROSPACE implanté 1 avenue Marc Seguin CS 14189 26240 ST VALLIER. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KALISTRUT AEROSPACE
- 1 avenue Marc Seguin CS 14189 26240 ST VALLIER
- Code AIOT : 0006102733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société KALISTRUT fabrique des bielles pour l'aéronautique (traitement de surface, travail mécanique des métaux, ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des installations électriques
- risque foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article Article I – 7.3.3	/	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article Article I – 7.6.5	/	Sans objet
3	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
4	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
5	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
6	Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7	Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
8	Dispositifs de protection : vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
9	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10/11/2022 a montré que l'exploitant réalisait de manière rigoureuse les vérifications périodiques de ses installations électriques et de ses installations de protection contre la foudre : les contrôles sont réalisés selon les périodicités requises et les écarts sont traités au fil de l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article Article I – 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. »
Constats : L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle de ses installations électriques par un organisme extérieur compétent (APAVE) selon le référentiel APSAD. Les derniers contrôles ont été réalisés : - pour la vérification des installations (« Q18 »), le 09/03/2022 (précédente en février 2021) ; - pour les contrôles thermographiques (« Q19 ») le 01/03/2022 (précédente en décembre 2021). Ces contrôles portaient sur l'ensemble des bâtiments industriels du site. Les 5 écarts identifiés au total, nouveaux par rapport aux contrôles précédents, ont été traités dans les mois suivants par l'exploitant, qui assure un suivi formalisé de la réalisation des contrôles et du traitement des suites par un outil de GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2007, article Article I – 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Ces consignes indiquent notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) »
Constats : L'exploitant dispose d'un « plan d'urgence technique », dont la dernière version date de juillet 2021, qui précise les modalités de coupure électrique des bâtiments (et également des réseaux gaz et eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : L'exploitant a réalisé une ARF en mai 2014, qui identifiait la nécessité de mettre en place des protections sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Une ETF a été réalisée à l'issue de l'ARF, également en mai 2014 et les protections ont été installées dans les mois suivants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : L'exploitant a présenté le carnet de bord des équipements de protection contre la foudre, qui recense notamment les contrôles effectués depuis l'installation des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations des protections : Vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : Une vérification complète des installations « foudre » a été réalisée en novembre 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant réalise annuellement une vérification complète.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositifs de protection : vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : La dernière vérification complète des installations a été réalisée le 22/09/2022, sans mettre en évidence d'écart particulier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Constats : Le site est équipé de 2 compteurs foudre qui sont relevés mensuellement. L'exploitant a indiqué qu'aucun coup de foudre n'avait été relevé sur l'installation depuis la mise en place des protections en 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet